

d'aliments canadiens présentait des produits de la viande. En octobre et novembre 1969, sous les auspices du ministère de l'Industrie et du Commerce, un groupe de représentants de l'industrie japonaise de la viande venait en mission au Canada. Au cours de cette visite, les représentants japonais ont pu voir les produits canadiens de la viande, à partir du ranch jusqu'à la table. A l'automne de 1970, conjointement avec un important magasin à rayons de Tokyo, a lieu une exposition publicitaire de produits canadiens parmi lesquels se trouvent des produits canadiens de la viande. Au début de 1971, on projette de tenir une exposition publicitaire à l'intention de l'industrie hôtelière et des restaurants et au cours de laquelle on présentera en particulier des produits de la viande de bœuf. Cette exposition aura lieu à Tokyo et à Osaka.

2. Au début de 1970, le ministère de l'Industrie et du Commerce menait une étude au sujet du commerce de la viande en Europe. Ses résultats sont actuellement en voie de préparation et doivent être publiés dans quelques semaines. Cette étude recouvre les pays européens qui importent le plus de viande. Aux États-Unis et aux Antilles, le ministère de l'Industrie et du Commerce a pris part à plusieurs expositions alimentaires et a aidé des exportateurs canadiens à établir des contacts avec des importateurs de ces régions.

LES AFFECTATIONS DE CRÉDITS AUX RECHERCHES

Question n° 303—**M. Robinson**:

Quel pourcentage du budget total est affecté aux fins de recherches?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Réponse générale pour l'ensemble de la Fonction publique: Les données relatives aux dépenses des activités scientifiques dans le domaine des sciences physiques, du génie et biologiques sont réunies chaque année par le Bureau fédéral de la statistique. Cette compilation comprend les dépenses reconnues par fonction comme dépenses de recherche dans les sciences physiques et les dépenses relatives aux activités scientifiques en soutien d'autres fonctions. En 1970-1971, les fonds affectés aux activités scientifiques représentent environ 5.8 p. 100 du budget principal des dépenses. On ne dispose pas de données complètes sur les dépenses des activités scientifiques dans le domaine des sciences sociales, mais les dépenses reconnues par fonction comme dépenses de recherche dans les sciences sociales, représentent environ 0.4 p. 100 du budget principal des dépenses de 1970-1971.

L'ÉTUDE DES TRANSPORTS DANS LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

Question n° 314—**M. Comeau**:

L'étude générale des facilités de transport des provinces de l'Atlantique est-elle terminée et, dans la négative, quand le sera-t-elle?

M. Gérard Duquet (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Le Comité fédéral-provincial des transports pour la région de l'Atlantique a soumis son premier rapport en mai de cette année. Les recommandations de ce rapport, qui traitent principalement de la répartition

des subventions au «territoire choisi» (loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes) ont été acceptées dans une large mesure et les mesures d'exécution des changements recommandés sont en route. Il a été proposé que le Comité poursuive ses travaux. Dès que les provinces intéressées auront confirmé leur représentation au sein dudit Comité, de nouvelles réunions seront annoncées. Ainsi, le travail du Comité continue.

L'ÉTUDE DE LA MARINE MARCHANDE CANADIENNE

Question n° 327—**M. Fortin**:

1. Où en sont rendues les études concernant la possibilité de créer une marine marchande battant pavillon canadien?

2. L'étude de faisabilité des spécialistes dirigée par l'entreprise *Hedlin, Menzies and Associates Ltd.*, est-elle terminée et, sinon, quand prévoit-on qu'elle le sera?

3. Ces études seront-elles déposées à la Chambre et, a) dans l'affirmative, quand et b) dans la négative, pourquoi?

M. Gérard Duquet (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): 1. Un rapport, préparé par la *Hedlin, Menzies and Associates Ltd.*, de concert avec la *George C. Sharp Inc.*, traitant des possibilités économiques de création d'une marine marchande battant pavillon canadien, sera présenté à la Commission des transports en fin d'année.

2. Se reporter à la réponse de la partie 1.

3. On considérera le dépôt du rapport à la Chambre au moment où ce dernier sera soumis au gouvernement.

LE PACTE DE NON-AGRESSION CORÉEN

Question n° 349—**M. Robinson**:

Le gouvernement compte-t-il envisager l'opportunité d'exhorter les Nations Unies à étudier en profondeur la proposition de la Corée du Nord au sujet du pacte de non-agression?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Le gouvernement est instruit des propositions des autorités de la Corée du Nord à Pyongyang, ayant trait à un pacte de non-agression entre les gouvernements de la Corée du Nord et de la Corée du Sud. Des propositions semblables ont été avancées à diverses reprises sous une forme un peu différente au cours des dernières années et, pour la dernière fois, en juin 1970.

Toutes les propositions nord-coréennes posent invariablement comme condition à un pacte de non-agression le retrait préalable de la péninsule coréenne de toutes les troupes étrangères, c'est-à-dire des forces des Nations Unies. Le Canada est membre du Groupe consultatif des nations participantes du Commandement des Nations Unies en Corée, et le gouvernement canadien est d'accord avec celui de la République de Corée pour dire qu'une telle condition préalable à des négociations est actuellement inacceptable, du moins tant que la Corée du Nord n'aura pas montré par ses déclarations officielles et par ses actes qu'elle désire sérieusement la coexistence pacifique avec sa voisine du sud.

Le gouvernement pense que les propositions de réunification de la Corée, faites par le Président Park Chunghee, de la République de Corée, dans sa déclaration du 15 août 1970, représentent peut-être un effort plus sérieux. Le gouvernement de Pyongyang a malheureusement rejeté sur-le-champ ces propositions.